



## Lettre de Hongrie

Budapest, 25 février.

### La crue du Danube et les inondations aux environs de Budapest

La ville de Pest, bâtie sur la grande plaine de Rakos, a été exposée de tous temps aux inondations; mais, grâce aux digues élevées dans la deuxième moitié du siècle dernier, elle paraissait à l'abri des brusques crues du Danube. Après la terrible inondation de 1838, pendant laquelle les trois quarts de la ville furent envahis par les flots, l'Etat hongrois et la ville de Budapest firent construire des travaux de défense très efficaces. Toutefois, la capitale, ou plutôt sa banlieue, prit une extension tellement rapide que les digues qui protégeaient à merveille la ville même devinrent insuffisantes pour ses environs. Tant que la Hongrie formait une unité géographique s'étendant à tout le bassin du moyen Danube, on parvint à éviter les catastrophes, car le service hydrographique de l'Etat hongrois, qui avait installé des postes d'observation sur le cours supérieur des affluents nord du Danube (Garam, Vagh, Ipoly), était toujours prévenu à temps de la crue de ces rivières et du Danube et pouvait prendre les mesures nécessaires pour empêcher les flots de rompre les digues. Il n'en est plus ainsi depuis que le nord de l'ancienne Hongrie fait partie de la République tchécoslovaque et que la petite Hongrie n'a plus le contrôle des rivières qui confluent vers la plaine centrale qu'elle occupe. Le traité de Trianon a prévu, il est vrai, la constitution d'une Commission internationale pour l'entretien et le contrôle des services et travaux hydrographiques établis par l'Etat hongrois avant la guerre, mais, jusqu'à présent, ces stipulations sont restées lettre morte, et c'est ainsi que la population de la plaine hongroise qui habite le long du Danube ou de la Tisza est exposée à des catastrophes comme celle qui a ruiné plus de 6 000 personnes de la banlieue de Budapest.

## Budapestre vonatkozó újságcikkek

Szerző: .....

Cím: *La crue du Danube et les inondations aux environs de Bp*

Forrás: .....

*Paris*

*1923. 3. 19.*

(Hely)

(Idő)

(Köt. v. füz.) (Oldal)

Osztályozás

Tárgy

Hely

Idő

Személy

Helyszám

*614.81*

*"1923"*

Après plusieurs jours de crue qui n'avait rien d'inquiétant, le Danube monta brusquement dans la nuit du 9 au 10 février à un tel point que la chaussée-digue de Vacz (à une vingtaine de kilomètres au nord de Budapest) fut rompue par les flots et que l'eau inonda en moins d'une heure toute la plaine au nord de la capitale ainsi que la localité de Ujpest (nouveau Pest) qui est un centre industriel et une cité ouvrière importante. Dans les rues de cette localité l'eau atteignit bientôt plus d'un mètre, et comme il faisait nuit noire il y eut une panique générale. Beaucoup de personnes réveillées par les signaux d'alarme ne se rendirent pas tout de suite compte du danger qui les menaçait et lorsqu'elles s'en aperçurent elles refusèrent de quitter leurs maisons s'agrippant désespérément à ce qui formait tout leur avoir. Les services de sauvetage furent rapidement organisés, et c'est grâce à cela que l'on n'eut que relativement peu de victimes à déplorer. Des équipes d'ouvriers furent envoyées à la digue de Vacz pour essayer d'élever des travaux de fortune, mais la violence des flots était telle que leurs efforts furent peine perdue. Ce n'est que quarante-huit heures plus tard, lorsque le niveau de l'eau commença à baisser, que l'on put reconstruire la digue.

Comme il y a de nombreuses usines à Ujpest les dégâts matériels causés par l'inondation sont très élevés. Pendant plusieurs jours toute la ville de Budapest était menacée d'être privée d'eau potable, car les grandes pompes hydrauliques et les réservoirs à eau qui la fournissent furent aussi submergés. Si une catastrophe plus grande put être évitée et si la capitale n'eut pas à souffrir directement de l'inondation c'est grâce aux travaux de protection dont nous avons parlé ci-dessus. Dès que la nouvelle du désastre d'Ujpest fut connue dans le pays, des quêtes furent organisées pour venir en aide aux sinistrés, et en quelques jours

plusieurs millions de couronnes furent réunis. Les missions étrangères se trouvant à Budapest, entre autres le nonce apostolique, furent parmi les premiers à donner leur obole.

### La Hongrie et ses voisins

Les journaux français ont rendu compte de l'incident de frontière roumano-hongrois qui n'avait heureusement pas la gravité que lui avait attribuée tout d'abord la presse roumaine et tchèque. Une enquête faite sur place par les officiers de la Commission de contrôle interalliée qui siège à Budapest établit sans conteste qu'à aucun moment la Hongrie n'avait eu d'intentions belliqueuses et qu'il n'y avait eu aucune concentration de troupes sur la frontière du côté hongrois ainsi que l'avaient annoncé certains journaux alarmistes de Buca-

rest ou de Prague. Le gouvernement roumain lui-même prêta si peu d'importance à l'incident de Lököshaza que, lors de la démarche entreprise auprès du gouvernement hongrois, quelques jours après par les représentants de la Petite Entente pour demander l'interdiction des réunions irrédentistes, aucune mention ne fut faite du fameux incident qui, grâce aux nouvelles fortement exagérées de l'Agence Orient Radio, avait tenu en suspens l'opinion publique des Etats intéressés pendant plusieurs jours.

La politique pacifique du gouvernement hongrois s'affirme de plus en plus. Après avoir demandé et obtenu son admission à la Société des nations, la Hongrie poursuit systématiquement une politique de rapprochement avec tous les Etats, même ceux de la Petite Entente. Ainsi, par exemple, lors du récent voyage de Mgr Seipel, chancelier d'Autriche, à Budapest les bases d'un accord ont été jetées entre l'Autriche et la Hongrie, par lequel les deux pays s'engageaient réciproquement à soumettre

à l'avenir tous les différends qui pourraient naître entre eux à un tribunal d'arbitrage. Cet accord met fin aux conflits qui ont divisé l'Autriche et la Hongrie ces dernières années, et qui ont plus d'une fois menacé la paix difficilement établie sur les rives du Danube. Rien n'empêchera désormais l'entente économique entre ces deux pays, dont l'un et l'autre ont un grand besoin.

D'autre part, les voix réclamant un rapprochement économique avec les autres voisins se font de plus en plus nombreuses en Hongrie. Le docteur Paupera, député et économiste distingué, prononçait récemment un grand discours dans lequel il demandait que des accords fussent conclus le plus rapidement possible avec la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, sur la même base que la convention signée avec l'Autriche. Le gouvernement hongrois ne demande pas mieux, d'ailleurs, que de suivre la politique préconisée par le docteur Paupera et d'autres hommes d'Etat hongrois, et la meilleure preuve en est que des négociations sont en cours avec le gouvernement de Prague à cet effet depuis de nombreux mois.

Ce qui gêne toutefois considérablement la conclusion de ces accords économiques, qui formeraient une garantie de paix solide en Europe centrale, c'est la situation faite aux minorités nationales hongroises dans les territoires séparés de l'ancien royaume de saint Etienne. Malgré les déclarations conciliantes et les promesses des dirigeants de la politique tchèque, roumaine et yougoslave, les Hongrois des territoires occupés sont bien loin de jouir des droits prévus par le traité pour les minorités nationales et dictés par la justice la plus élémentaire.

Pour ne citer que quelques exemples, voici, entre autres, la grave question de la confisca-

tion des biens des Eglises catholiques et grecques catholiques de Transylvanie, ainsi que celle des terres appartenant à des Hongrois. Grâce aux donations très anciennes, les biens ecclésiastiques étaient considérables en Transylvanie aussi bien qu'en Hongrie, et leurs revenus servaient à entretenir des écoles et des bibliothèques florissantes qui faisaient la fierté du pays. L'évêque catholique de Nagy-Varad (Oradea-Mare) possédait 183 205 hectares de terre, l'évêque grec catholique de la même ville en avait 139 328, l'évêque de Transylvanie en possédait 122 510, etc. Les biens des deux Eglises et des différentes abbayes et Ordres religieux se montaient à 511 473 hectares.

Or, sous prétexte de réforme agraire, les autorités roumaines ont décidé d'exproprier neuf dixièmes de ces biens en fixant comme prix de rachat des sommes tellement minimes que l'expropriation équivaut en pratique à une confiscation pure et simple. Ainsi que l'expose Mgr Jules Glattfelder, évêque de Transylvanie, dans une lettre circulaire à son clergé, les membres du haut clergé étaient les premiers à offrir une partie de leurs biens pour satisfaire les besoins des cultivateurs désireux d'acquérir des terres; mais les prescriptions de la loi agraire roumaine sont inacceptables. « A l'occasion de l'application de la réforme agraire, écrit Mgr Glattfelder dans sa lettre circulaire que nous avons sous les yeux, nous avons dû constater avec regret que les propriétaires ont été terriblement déçus dans leur attente, vu que pour un hectare de terre on a fixé en moyenne de deux à cinq quintaux de blé comme prix d'achat. Si ce taux est définitif cela signifie que les modestes biens de l'évêché qui se trouvent sur territoire roumain doivent être considérés comme perdus. Mais cela signifie aussi que sont perdues les fondations d'une valeur de plusieurs millions qui servaient à l'enseignement et à assurer l'indépendance de l'Eglise catholique, et cela sans avoir entendu le propriétaire légitime, l'Eglise catholique. Enfin cela signifie aussi, malheureusement, que de nombreuses vieilles familles catholiques seront réduites à la mendicité. »

En Yougoslavie, ce n'est pas seulement les biens des Hongrois qui sont confisqués, mais aussi leurs droits civiques. A la suite des protestations de la minorité hongroise groupée dans le parti hongrois, protestations auxquelles s'étaient joints plusieurs hommes politiques serbes, le gouvernement Pachitch avait promis de faire la révision des listes électorales de manière à y inscrire les électeurs hongrois qui avaient été systématiquement omis lors des dernières élections. Or, cette promesse n'a pas été tenue. Aussi le parti hongrois réuni en Congrès vient-il de décider de ne pas prendre part

aux élections prochaines en signe de protestation contre la non-inscription de milliers de Hongrois sur les listes électorales.

En Slovaquie et en Ruthénie la situation des minorités hongroises n'est guère meilleure. Comme le gouvernement hongrois ne peut ignorer cette situation et que les plaintes de frères de races séparées de la mère-patrie traversent les frontières, le rapprochement dont nous parlions qui serait de l'intérêt de tous et qui ardemment désiré par tous les amis sincères de la paix, est rendu très difficile. Certaines déclarations du président du Conseil de Roumanie et de Tchéco-Slovaquie permettent toutefois d'espérer qu'il y aura sous peu une amélioration notable dans la politique suivie vis-à-vis des minorités nationales, ce qui préparera la voie à l'apaisement des esprits dans cette Europe centrale aux races enchevêtrées, et permettra la conclusion d'accords économiques devenus indispensables.